

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 23/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ELIMINAT.DECHETS INDUSTR.BOURGOGNE**

5 BOULEVARD BEAUREGARD  
21600 Longvic

Références : 2025-295  
Code AIOT : 0005402664

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement ELIMINAT.DECHETS INDUSTR.BOURGOGNE implanté 5 BOULEVARD BEAUREGARD 21600 LONGVIC. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Réalisation d'un point de situation sur la mise en conformité des installations suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 août 2024, en lien avec la captation et le traitement des Composés Organiques Volatils (COV) et la gestion des odeurs.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ELIMINAT.DECHETS INDUSTR.BOURGOGNE
- 5 BOULEVARD BEAUREGARD 21600 LONGVIC

- Code AIOT : 0005402664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement EDIB à LONGVIC est spécialisé dans le traitement de déchets dangereux. Il est classé Seveso-Seuil-Haut et IED.

#### Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suite à mise en demeure

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- IED-MTD
- Odeur

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En compléments des constats issus des points de contrôle mentionnés dans ce rapport, l'exploitant est invité à **mener une vérification de la gestion des rétentions sur le site** (placement sur rétention de tout produit/déchets liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, suffisance des volumes de rétention, emplacement des produits/déchets par rapport au sens des pentes du sol, compatibilité des produits/déchets associés à une même rétention, étanchéité des rétentions, ...).

Par ailleurs, il a été observé que plusieurs bâtiments/zones/installations sur le site sont appelés différemment suivant les plans et documents de l'exploitant, avec des noms qui ne correspondent pas nécessairement aux activités existantes et avec en outre des délimitations géographiques pouvant varier suivant les plans. Cela peut être source de confusions, notamment en cas de gestion de crise. L'exploitant veillera à **rationaliser/mettre à jour les dénominations de ses bâtiments/zones/installations et les documents et plans correspondants**. Ces sujets pourront faire l'objet de contrôles spécifiques lors de prochaines inspections.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Captation/traitement des COV	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.3 Vapeurs	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Publication site internet de la préfecture, Amende, Astreinte	1 jour
5	Mise en sécurité des	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021,	/	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	étages du bâtiment central	article 1.6.3			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Evaluation de l'impact olfactif	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.1 Généralités	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	MTD relatives aux odeurs	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Registre des plaintes	Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a désormais réalisé une campagne d'évaluation de l'impact olfactif à l'extérieur du site, couplée à une étude odeur au sein du site et à une étude de dispersion des odeurs par modélisation. Ces études montrent qu'il existe des sources notables d'émission d'odeurs sur le site et que ces sources sont de nature à générer des nuisances olfactives dans le voisinage.

Un plan d'actions portant notamment sur la mise en place de systèmes de captation/traitement des émissions de COV a été entrepris par l'exploitant (ce qui correspond à une prescription applicable au site, indépendamment de la problématique "odeur"). Toutes les installations ne sont toutefois pas équipées de ce type de système à la date de l'inspection, malgré les délais écoulés depuis l'échéance de 2022 et la mise en demeure prise en 2024.

Au niveau organisationnel, une procédure de "gestion de odeurs" a été mise en place par l'exploitant ; elle est toutefois à ajuster et à mettre à jour sur certains points.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evaluation de l'impact olfactif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.1 Généralités
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs Généralités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/05/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.</p>
<b>Constats :</b> <p><b><u>Constats précédents</u></b></p> <p>Suite aux inspections du 12/07/2023 et 10/10/2023, il avait été demandé à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de réaliser une campagne d'évaluation de l'<b>impact olfactif</b> de l'installation afin de mesurer les nuisances <b>dans le voisinage</b></li><li>• de transmettre à l'Inspection le cahier des charges de cette campagne</li></ul> <p>La campagne devra être réalisée lors d'une période représentative de l'activité du site et dans des conditions météorologiques adaptées au type de mesures réalisées.</p> <p>Dans sa réponse de novembre 2023, l'exploitant indique qu'il va réaliser des prélèvements d'air à l'intérieur de son site au niveau de 11 zones, en plusieurs étapes. Le premier prélèvement sera réalisé sur les 11 zones puis tous les 6 mois au niveau des zones 2, 3, 5 et 8. Ces prélèvements seront effectués pendant une heure avec une pompe reliée à un tube de charbon actif. Les tubes seront ensuite envoyés à un laboratoire pour analyse. L'exploitant précise également que suite à la réception des résultats d'analyse, il rédigera un rapport qu'il transmettra à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant avait seulement transmis l'emplacement et la durée des différentes mesures qu'il allait réaliser. Il avait été indiqué à l'exploitant que <u>cette transmission ne répondait pas à la demande</u>.</p> <p>Un point rappelant les attendus à l'exploitant a été réalisé lors d'une réunion tenue en février 2024.</p> <p>Lors de l'inspection du 02/05/2024, il avait été constaté que l'exploitant n'avait réalisé aucun prélèvement comme défini dans son courrier de novembre 2023 mais qu'il avait réalisé des mesures de COV via un détecteur à photoionisation (PID). Ces mesures permettent uniquement de caractériser des situations qui seraient susceptibles de générer des odeurs en lien avec la présence de COV. Elles ne permettent donc pas de caractériser le niveau d'odeur et l'impact olfactif. Les mesures ont été réalisées entre le 31 janvier 2024 et le 23 février 2024.[...]</p> <p>Suite à l'inspection de 02/05/2024, il a été redemandé à l'exploitant de réaliser une campagne</p>

d'évaluation de l'**impact olfactif** de l'installation à l'**extérieur du site**, cette campagne pouvant utilement intégrer des mesures complémentaires sur site pour identifier des corrélations avec les sources potentielles d'odeurs (cahier des charges à transmettre sous 1 mois, avec a minima : date de la campagne d'évaluation de l'impact olfactif, nom du prestataire retenu, référentiel de mesures et normes associées (cf. notamment les normes mentionnées dans le BREF WT « traitement des déchets »), paramètres mesurés (caractérisant l'impact olfactif), emplacements (internes et externes du site) et durée des différents prélèvements/mesures).

#### Non conformité 2024 :

L'exploitant n'avait pas réalisé de campagne d'évaluation de l'impact olfactif de ses installations malgré les délais écoulés.

#### Constats 2025

En amont de l'inspection du 04/06/25, l'exploitant a transmis à l'Inspection :

- un rapport d'intervention relatif à une étude odeur (au sein du site), daté d'août 2024, réalisé par un prestataire accrédité COFRAC sur l'analyse des concentrations d'odeur ;
- une étude de dispersion des odeurs, datée de mars 2025, réalisée par le même prestataire ;
- trois rapports de mesures d'odeurs (août 2024, décembre 2024 et janvier 2025) portant sur différents prélèvements réalisés dans le voisinage du site et sur site, réalisés par le même prestataire.

L'étude odeur (réalisée uniquement au sein du site) intègre :

- une stratégie d'échantillonnage (dont des analyses olfactométriques) prenant notamment en compte les sources d'émission du site et leurs fluctuations, le nombre de prélèvements (en référence aux recommandations de la norme NF EN 13725), les conditions de fonctionnement des installations, les prescriptions ICPE applicables ;
- la description des méthodes de prélèvements et d'analyses (en référence notamment à la norme NF EN 13725).

L'étude odeur a consisté à prélever et analyser différents échantillons d'air au niveau des points d'émissions des installations du site ou à proximité des sources d'émissions non canalisées au sein du site. Les résultats montrent entre autres que le rejet prépondérant parmi les 4 émissaires canalisés (ST200, atelier A3B, fosse neutralisation, CMV) est le rejet du CMV qui représente plus de 85% du flux d'odeur. En considérant tous les types d'émissaires pondérés avec la fréquence d'émission, les principales sources d'odeurs seraient l'atelier A3A et le bâtiment ouvert «fosses». A noter que le fait qu'une source d'odeur génère un flux d'odeur total moindre ne signifie pas qu'elle ne puisse pas être une source de nuisances olfactives.

L'étude de dispersion a été réalisée sur la base des résultats de l'étude odeur réalisée sur site à l'été 2024, avec l'objectif de comparer les concentrations modélisées à l'extérieur du site avec le seuil de 5 UOe/m<sup>3</sup> aux percentiles 98 applicables à certains secteurs d'activité (Nb : ce seuil n'a toutefois pas de valeur réglementaire pour le site d'EDIB). Cette étude conclut qu'au niveau des plus proches riverains (habitations, hôtel et industries), la concentration d'odeur est supérieure au seuil de 5 Uoe/m<sup>3</sup> (111,8 Uoe/m<sup>3</sup> au niveau des industries à 30 m au sud du site, 11,7 Uoe/m<sup>3</sup> au niveau de riverains à 790 m au nord du site).

Les 3 rapports de mesures d'odeurs font référence à la norme EN 13275. Ces rapports intègrent des analyses d'odeurs dans le voisinage du site. Pour les points de prélèvements extérieurs au site, les analyses montrent des concentrations d'odeur comprises entre 200 et 310 UOe/m<sup>3</sup> le 30/07/24 et entre <30 et 150 le 22/01/25.

**Il est ainsi considéré que la non-conformité relative à la campagne d'évaluation de l'impact olfactif des installations à l'extérieur du site est levée.**

En l'état, ces 3 rapports de mesures sont toutefois succincts : pas de mention de stratégie d'échantillonnage, pas de plan de localisation des points de prélèvement, pas de mention de la durée des prélèvements, pas de données sur les conditions de fonctionnement du site, pas de conclusions particulières.

**Observation :** l'exploitant complètera les résultats des mesures d'odeurs dans le voisinage du site pour y intégrer l'ensemble des informations listées ci-dessus. Ces mêmes informations devront également être fournies lors des futures campagnes d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation dans son voisinage.

En synthèse des éléments transmis par l'exploitant : les études réalisées par l'exploitant montrent qu'il existe des sources notables d'émission d'odeurs sur le site et que ces sources sont de nature à générer des nuisances olfactives récurrentes dans le voisinage.

En termes de plan d'actions (et en compléments des dispositions mises en œuvre en 2024, cf. point de contrôle n°2), l'exploitant mentionne l'amélioration du traitement au niveau de l'installation CMV et la fermeture sur les 2 côtés du bâtiment des fosses à boues. Il prévoit en parallèle la réalisation de 2 campagnes d'analyses olfactométriques par an.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Captation/traitement des COV

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 3.1.5.3 Vapeurs

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vapeurs

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

### Prescription contrôlée :

#### Article 3.1.5.3

Si les déchets stockés présentent une gêne olfactive, s'ils sont volatils ou s'ils émettent des vapeurs d'une certaine toxicité, ces vapeurs sont captées et traitées de manière à ne plus représenter ni gêne olfactive, ni risque d'émission toxique ou polluante. Tout autre procédé évitant la dispersion des vapeurs peut être retenu s'il présente une efficacité équivalente. Ces captations sont assurées a minima sur l'atelier A3b et les installations susceptibles d'émettre des vapeurs de solvants (cf article 3.2.2.2 du présent arrêté). En complément, l'exploitant réalise périodiquement des mesures de COV au droit des postes de travail.

#### Article 3.2.2.2

L'exploitant transmet au préfet, avant le 1er juillet 2021, une étude technico-économique pour capter et traiter les émissions de COV au droit de l'atelier A3a (nouveau bâtiment A), des fosses à broyats (nouveau bâtiment B), des cuves ST 200 et des fosses à neutralisation. Les solutions techniques retenues sont mises en œuvre avant le 18 août 2022.

Au regard des solutions étudiées par l'exploitant, les émissions canalisées de l'atelier A7 (évapo-condensateur) sont traitées sur un nouveau dispositif de traitement (ex : tour de lavage à l'eau) avant le 18 août 2022.

## **Constats :**

### **Constats précédents**

Suites aux inspections de 2023 et 2024, l'exploitant a indiqué puis transmis à l'inspection des installations classées le descriptif des investissements qu'il allait réaliser afin de procéder à la captation des COV de son site.

Concernant, le bâtiment B et plus particulièrement la zone des boues à incinérer (fosses à broyats), l'exploitant avait prévu de mettre en place un système de captation des COV relié à un caisson de charbon actif, pour juin/juillet 2024.

L'inspection des installations classées a constaté la présence du caisson de charbon actif en mai 2024 (non mis en service à la date de l'inspection).

En complément, le bâtiment B est actuellement couvert et fermé uniquement du côté de la voie ferrée. Une extension du bâtiment était prévue ainsi que la fermeture de deux côtés supplémentaires, avant décembre 2024.

L'exploitant prévoyait également de mettre en place un système de captation des COV au niveau des cuves et de la zone de dépotage du ST300.

En mai 2024, l'exploitant n'avait pas terminé la mise en place des équipements nécessaires à la captation des COV au niveau du ST200, notamment au niveau de la zone de dépotage.

Une colonne de lavage à la soude était en place au niveau des fosses de neutralisation.

L'exploitant avait transmis en janvier 2023 un rapport d'analyse des COV du site. Ces analyses avaient permis à l'exploitant d'identifier les zones les plus susceptibles de générer des odeurs : le ST200, le ST300 et les boues présentes au niveau du bâtiment B. L'exploitant prévoyait de réaliser des investissements pour capter les odeurs de son site en priorité au niveau de ces zones.

### **NON-CONFORMITÉ MAJEURE 2024 :**

Lors de l'inspection de mai 2024, les déchets stockés présentant une gêne olfactive ne faisaient pas tous l'objet d'une captation et d'un traitement, notamment le bâtiment B abritant les fosses à boues et la zone de dépotage du ST200.

Par arrêté préfectoral du 23 août 2024, l'exploitant a été mis en demeure de respecter l'article 3.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2021 sous un délai de 6 mois.

### **CONSTATS 2025**



NB : le présent point de contrôle porte principalement sur la présence d'équipements de captation/traitement de COV et non sur leur efficacité de traitement.

Par courrier du 20 février 2025, l'exploitant a indiqué avoir «mis en œuvre les installations pour capter les principales sources d'émissions de composés organiques volatiles (COVs) et d'odeur» (sans détails sur les sources concernées) et que fin 2025, il investira «sur le prolongement du bâtiment fosses avec fermeture des deux extrémités».

Lors de l'inspection du 04/06/25, la situation était la suivante au regard des informations fournies par l'exploitant :

Ateliers explicitement mentionnés à l'article 3.2.2.2 de l'AP du 22/03/2021, objet de la mise en demeure:

- atelier A3b (bâtiment petits broyeurs) : captation en hauteur avec traitement sur charbon actif depuis plusieurs années, complétés par une captation en point bas (entre les 2 broyeurs) installée en 2024 ;
- atelier A3a (nouveau bâtiment A) : pas de captation/traitement en place, ni même prévue par l'exploitant malgré la prescription de l'AP et la conclusion de l'étude odeur de 2024 qui cible cet atelier comme étant l'une des principales sources d'odeurs du site.
- fosses à broyats/boues (nouveau bâtiment B) : captation en bout de fosses avec traitement au charbon actif mis en place en 2024. La fermeture d'a minima de 2 côtés supplémentaires du bâtiment apparaît nécessaire pour favoriser la captation des COV par le système d'aspiration qui est situé à l'extrémité des fosses. Ces travaux prévus par l'exploitant pour fin 2024 lors de l'inspection de mai 2024 n'étaient pas encore commencés lors de l'inspection du 4 juin 2025. Des devis ont été réalisés mais la commande n'était pas encore passée à la date de l'inspection.
- cuves et zone de dépotage ST 200 : captation et traitement des ciels gazeux des cuves et des dômes des citernes mis en place en été 2024.
- fosses à neutralisation : colonne de lavage opérationnelle depuis mai 2024 pour les vapeurs minérales ou hydrosolubles ; cette colonne n'est pas équipée d'un traitement des gaz par filtre à charbon actif. Une étude est prévue en 2025 par l'exploitant concernant les vapeurs organiques non hydrosolubles et leur traitement.
- atelier A7 (évapocondensateur) : captation avec traitement sur charbon actif mis en place en 2024 ; l'exploitant indique que ce traitement n'est pas suffisant et sera complété par un barbotage d'ici fin 2025.

Autres ateliers :

- cuves et zone de dépotage ST 300 : captation et traitement des ciels gazeux des cuves et des dômes des citernes mis en place en été 2024.

**Non-conformité majeure : les systèmes de captation/traitement de COV ne sont pas en place et opérationnels pour l'ensemble des ateliers listés par l'arrêté préfectoral. La mise en demeure n'est pas respectée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'atelier A3a est à équiper d'un système de captation/traitement des COV.

La captation des COV au niveau des fosses à boues est à rendre davantage opérationnelle, notamment via la fermeture a minima de 2 côtés supplémentaires du bâtiment telle que prévue par l'exploitant.

Par ailleurs, l'exploitant doit justifier l'opérationnalité de la captation/traitement des COV au niveau des fosses à neutralisation et de l'évapocondensateur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Publication site internet de la préfecture, Amende, Astreinte

**Proposition de délais :** 1 jour

### N° 3 : MTD relatives aux odeurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, MTD

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Conformément à l'article R.515-70 du code de l'environnement, le délai de mise en conformité des installations aux MTD applicables est de quatre ans après la publication de la décision citée précédemment.

L'exploitant met notamment en œuvre les dispositions suivantes avant le 18 août 2022 :  
(...)

- une surveillance et un plan de gestion des odeurs (MTD 10 et 12).

**Constats :**

**Constats précédents** La MTD 10 prévoit que « la surveillance des odeurs peut être réalisée en appliquant :

- les normes EN (p. ex. olfactométrie dynamique conformément à la norme EN 13725 pour déterminer la concentration des odeurs, ou la norme EN 16841-1 ou -2 pour déterminer l'exposition aux odeurs),

- en cas de recours à d'autres méthodes pour lesquelles il n'existe pas de norme EN (p. ex. estimation de l'impact olfactif), les normes ISO, les normes nationales ou d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

La fréquence de surveillance est déterminée dans le plan de gestion des odeurs (voir la MTD 12). »

#### **NON CONFORMITE MAJEURE en 2024 :**

L'exploitant n'a pas mis en œuvre la MTD 10 qui consiste à surveiller les odeurs (cf. point de contrôle n°1).

La MTD 12 prévoit « qu'afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir la MTD 1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier,
- un protocole de surveillance des odeurs, tel que décrit dans la MTD 10,
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple),
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

#### **NON CONFORMITE MAJEURE en 2024 :**

L'exploitant n'a pas mis en œuvre un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments listés ci-dessus et de fait ne le réexamine pas régulièrement, dans le cadre de son système de management environnemental.

Cependant, l'exploitant a présenté le jour de l'inspection la procédure « Plan de gestion des odeurs » (P76-00) en cours de rédaction. [...]

Par arrêté préfectoral du 23 août 2024, l'exploitant a été mis en demeure de respecter l'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2021 relatif à la mise en œuvre des MTD 10 et 12, sous un délai de 3 mois.

#### **CONSTATS 2025**

Par courrier du 20 février 2025, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un plan de surveillance des odeurs et être en cours de rédaction d'une procédure de plan de gestion des odeurs qui sera transmise avec les rapports d'analyse d'odeur du site d'ici juin 2025.

Plan de surveillance des odeurs: cf. PDC n°1, ce point est désormais respecté.

En amont de l'inspection du 04/06/25, l'exploitant a transmis à l'Inspection un plan de gestion des odeurs (procédure P76 02-2024) intégrant notamment une description du voisinage, l'identification des sources d'odeurs et substances odorantes potentielles sur le site, les modalités particulières de gestion des déchets odorants, la liste des investissements réalisés ou prévus pour prévenir/traiter les odeurs, un protocole de surveillance des odeurs (via 2 campagnes par an avec analyse selon la norme EN 13275, intégrant des points de surveillance dans le voisinage), un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeurs signalés (numéro accessible

24h/24 et traitement du signalement).

**En l'état, les MTD 10 et 12 sont considérées comme respectées. La mise en demeure est donc levée sur ces points.**

Il a été rappelé à l'exploitant que dans le cadre du SME et du retour d'expérience, le plan d'actions pour prévenir/traiter les odeurs sera à compléter/tenir à jour au fil du temps.

Lors de l'inspection du 04/06/25, l'exploitant a indiqué que la prochaine campagne de surveillance des odeurs était prévue en juillet. La commande correspondante n'était toutefois pas encore passée.

Dans le cas où le site se trouve être à l'origine de l'odeur signalée par un tiers, les dispositions prévues par l'exploitant dans son plan de gestion des odeurs sont : l'arrêt de l'activité, l'alerte des entreprises voisines et au besoin des mesures d'évacuation/confinement. Lors de l'inspection du 04/06/25, l'exploitant a indiqué que ces mesures sont en réalité mises en œuvre uniquement dans des cas très sensibles et ne sont pas proportionnées dans les autres situations.

**Observation:** le plan de gestion des odeurs est à mettre à jour par l'exploitant pour préciser les actions prévues de façon générale en cas d'odeur signalée qui provient du site. En complément de ces actions de très court terme, l'exploitant veillera à intégrer dans son plan de gestion la nécessité d'en tirer un retour d'expérience dans l'objectif d'améliorer ses connaissances sur l'origine des odeurs et d'améliorer/renforcer les mesures de prévention/traitement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans le mois qui suit sa réception, l'exploitant transmettra à l'Inspection le rapport détaillé de la campagne de surveillance des odeurs prévue en juillet 2025, en y intégrant ses conclusions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Registre des plaintes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 2.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, registre des plaintes

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 02/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre des plaintes sur lequel il consigne toute réclamation. Il y précise à minima l'objet, l'origine, la description de la réclamation, le cas échéant les conditions météorologiques, ainsi que les suites données.

Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et

décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. En tant que de besoin, le préfet peut prescrire la réalisation d'un programme de surveillance renforcée permettant :

- soit de suivre un indice de gêne, de nuisance ou de confort olfactif renseigné par la population au voisinage de l'installation ;
- soit de qualifier, par des mesures d'intensité odorante, l'évolution du niveau global de l'impact olfactif de l'installation.

## **Constats :**

### **Constats précédents**

Suite au contrôle sur site de mai 2024, l'Inspection avait formulé les demandes suivantes:

- L'exploitant, dans son projet de procédure P76-00, définira des valeurs ou critères permettant de caractériser l'émanation d'odeurs devant nécessiter la mise en place de mesures correctives.
- L'exploitant complètera son registre des plaintes en indiquant dans deux colonnes différentes les causes des odeurs et les actions mises en place. En complément il ajoutera une indication si les investissements qu'il projette de réaliser permettront de répondre à la cause identifiée.
- L'exploitant proposera à nouveau au deuxième établissement voisin une réunion d'échanges sur les odeurs qu'il est susceptible de générer.
- L'exploitant identifiera pour l'ensemble des dépotages, empotages et opérations de transferts réalisé sur le site les consignes (en termes de prévention des odeurs) à mettre en œuvre en cas de déchets odorants. Ces consignes seront décrites dans des procédures. En cas d'absence d'information sur le caractère odorant d'un déchet, le déchet sera considéré par défaut comme odorant.
- L'exploitant mettra en place une organisation permettant de limiter systématiquement les odeurs des déchets n'ayant pas fait l'objet d'une DAP.
- L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées le résultat du prélèvement sur charbon actif réalisé le jour de l'inspection à réception des résultats du laboratoire.

**CONSTATS 2025** En amont de l'inspection du 04/06/25, l'exploitant a transmis à l'Inspection son plan de gestion des odeurs (procédure P76 02-2024). Cf. point de contrôle précédent sur le sujet.

Le registre des plaintes en place à la date de l'inspection de 2025 distingue désormais les causes possibles des odeurs signalées, les actions définies par l'exploitant ainsi que l'information sur une

amélioration attendue via les investissements à venir.

Depuis l'inspection de mai 2024, l'exploitant a indiqué avoir organisé différentes rencontres pour échanger avec les entreprises du voisinage (juillet 2024: Savoye et Demavic, septembre 2024: Ciblex, octobre 2024: Enedis).

L'exploitant a mentionné avoir enregistré 70 signalements d'odeurs en 2024 et 9 en 2025 dont aucun sur les mois d'avril et mai.

L'exploitant dispose d'un mode opératoire (M15P37-00 daté de juillet 2024) décrivant les étapes à suivre pour utiliser le système de captation lors du dépotage ou chargement des produits odorants dans les zones ST200 et ST300. Suite à l'inspection, l'exploitant a également transmis la procédure P65-03 d'avril 2024 relative à la réception de déchets aqueux ayant été en contact avec du mercaptan ainsi que la procédure P08-00 de juillet 2023 relative à la réception de déchets d'acrylate d'éthyle. Ces deux procédures intègrent des dispositions sur la prévention/gestion des odeurs.

**Observation** : il revient à l'exploitant de mettre en place en complément toute procédure/consigne qui serait utile pour prévenir la gestion des odeurs pour les autres installations/opérations, dans le cadre de son système Qualité.

Selon l'exploitant, l'identification des déchets odorants passe par la fiche d'identification mais aussi via les opérations d'échantillonnage par le laboratoire du site à la réception des déchets. Le mode opératoire M72P38-04 de mai 2025 relatif à la réception de déchets en vrac a été consulté, il prévoit le cas où une odeur est détectée sur un déchet lors de l'échantillonnage.

L'exploitant a transmis les résultats du prélèvement réalisé lors de l'inspection de 2024. Ces résultats sont assez peu exploitables pour relier les odeurs avec la présence de certains COV.

Les autres points n'appellent pas d'observation.

**Type de suites proposées** : Sans suite

#### N° 5 : Mise en sécurité des étages du bâtiment central

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 22/03/2021, article 1.6.3

**Thème(s)** : Risques accidentels, équipements abandonnés

##### **Prescription contrôlée :**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

##### **Constats :**

Les étages du bâtiment central ne sont plus utilisés par l'exploitant. Une visite rapide de ces étages a mis en évidence :

<p>=&gt; la présence d'anciens matériels techniques et électriques qui ne sont plus entretenus, dont une partie est hors d'usage, avec pour certains des coulures au sol ;</p> <p>=&gt; une mise en sécurité partielle de ces étages, avec la présence de trous dans les planchers pouvant générer des chutes et un état vieillissant du sol (avec corrosion) pouvant questionner sur sa stabilité, notamment en cas d'intervention des pompiers ;</p> <p>=&gt; la présence de déchets restant à évacuer.</p> <p><b>Non-conformité : les étages du bâtiment central comportent des équipements abandonnés. Leur mise en sécurité est partielle et ne permet pas de prévenir les accidents.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>L'exploitant transmettra à l'Inspection sous un délai de 3 mois un plan d'actions (avec le calendrier associé) portant sur :</u></b></p> <p>=&gt; l'évacuation des équipements hors d'usage et des déchets présents vers des filières autorisées</p> <p>=&gt; les dispositions prévues pour la mise en sécurité durable des étages du bâtiment, sur la base d'un diagnostic complet de sécurité, intégrant notamment le risque électrique, la présence d'amiante, les risques de chute, la stabilité des planchers et de la structure du bâtiment en tenant compte de leur état de corrosion et du vieillissement des matériaux</p> <p>=&gt; la stratégie de détection et de lutte contre un incendie au sein de ce bâtiment</p>
<p><b>Type de suites proposées : Avec suites</b></p>
<p><b>Proposition de suites : Demande d'action corrective</b></p>
<p><b>Proposition de délais : 3 mois</b></p>